

les ait réduits en si petits morceaux qu'il n'est plus possible d'y reconnaître l'excellence de ces avions.

M. Woolliams: Objection, monsieur l'Orateur. Je ne vois pas en quoi cela touche au débat. L'Avro Arrow est aussi démodé qu'une fabrique de colliers de chevaux le serait de nos jours, sur le plan de l'agriculture. En quoi cela se rattache-t-il à la discussion? (*Exclamations*)

L'hon. M. Chevrier: Après le discours qu'il a fait, le député devrait être le dernier à soulever une objection.

M. McMillan: A ce propos, monsieur l'Orateur, je vois, par une lettre dont l'auteur est de San Diego (Californie), que les ouvriers en aéronautique qui sont allés là-bas observent encore l'anniversaire du sombre vendredi.

M. l'Orateur suppléant (M. Rea): A l'ordre! J'ai peur d'avoir laissé l'honorable député s'envoler trop loin dans l'aéronautique. Il pourrait peut-être maintenant revenir au sujet.

M. McMillan: Je vais tâcher de revenir à la situation économique du pays.

Après avoir écouté l'honorable député du Yukon (M. Nielsen) l'autre jour, j'ai vraiment cru que le grand Nord avait disparu ou qu'il était devenu un mirage évanescent.

Le peuple a perdu confiance dans notre gouvernement...

M. l'Orateur suppléant (M. Rea): L'honorable député du Yukon se lève-t-il pour poser la question de privilège?

M. Nielsen: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je ne crois pas que l'honorable député de Welland voulait parler de moi quand il m'a nommé. Il a dû me prendre pour un autre.

L'hon. M. Chevrier: Sur quoi repose votre question de privilège?

M. l'Orateur suppléant (M. Rea): L'honorable député pourrait-il dire où est la question de privilège?

M. Nielsen: L'honorable député de Welland me prête des propos qui ne sont pas les miens.

L'hon. M. Chevrier: Ils sont consignés au compte rendu.

M. McMillan: A cause de la politique financière de nos dirigeants, le peuple a perdu confiance dans le gouvernement, qui a promis beaucoup mais peu réalisé. Si au moins le gouvernement voulait dire ce qu'il entend faire et entendre faire ce qu'il dit, peut-être verrions-nous renaître un peu, dans le pays, la confiance nécessaire à une saine économie. Si le gouvernement parlait moins de sa politique et quittait la voie de l'indéci-

[M. McMillan.]

sion, nous n'aurions pas tant à le critiquer ni à demander à ses membres s'ils sont des hommes ou des souris.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, l'honorable député qui vient de reprendre son siège a dit qu'il répondrait à une question quand il aurait fini. J'aimerais maintenant poser cette question. Le chef de l'opposition (M. Pearson) n'a-t-il pas dit, pendant toute la campagne électorale de 1958 et même tout dernièrement, que pour venir à bout du chômage au Canada, il recourrait à un budget déficitaire?

M. McMillan: C'est exact, mais ceux d'en face semblent oublier que si on dépense par exemple 600 ou 800 millions pour stimuler l'économie, le déficit qui s'ensuivra sera en partie compensé par l'augmentation du produit de l'impôt sur le revenu et des taxes de vente.

M. J. H. Horner (Acadia): Lors de l'examen d'une motion de subsides, l'opposition officielle a l'habitude de présenter un amendement où elle déclare que le pays s'en va à la ruine et qu'elle n'a plus confiance, à l'instar des Canadiens, dans le gouvernement. Je le répète, il s'agit d'une motion d'usage, et c'est le rôle de l'opposition officielle de choisir le sujet à débattre. On s'attend naturellement que l'opposition officielle choisisse le sujet le plus important au moment où la Chambre est saisie de la motion de subsides. Elle a choisi les politiques monétaire et fiscale, et je la comprends.

Nous avons maintenant examiné à peu près tous les aspects des politiques monétaire et fiscale aussi bien, d'ailleurs, que tout ce qui s'y rattache.

Quand je suis devenu membre de la Chambre, j'avais peut-être des idées un peu simples sur le rôle du gouvernement, les devoirs de l'opposition officielle et ainsi de suite, mais j'ai toujours été ardent à l'ouvrage et j'ai prêté l'oreille à des discours sur toutes sortes de sujets. L'opposition officielle a fait des efforts très marqués pour parler du chômage et pour nous donner des idées quant aux mesures à prendre. J'ai bien du mal à discerner quand l'opposition officielle parle sérieusement et quand elle fait de l'électoralisme. L'honorable préopinant a dit que le présent gouvernement devrait oublier absolument toute considération électorale et se mettre à l'ouvrage. Je pense que l'opposition officielle ferait bien de s'appliquer ce raisonnement à elle-même.

J'ai écouté maintes discussions sur ce problème du chômage, mais je n'ai jamais pu comprendre une seule solution précise que l'opposition a proposée pour régler ce problème. Une fois, ils ont soutenu que le gouvernement devrait convoquer une réunion d'employés et employeurs. Quand le gouvernement a annoncé la création du Conseil de